

miraculeuse perd ses avantages pour la bourgeoisie. Pire, ses inconvénients l'empêchent même d'envisager la relève de sa créature.

Mai 1968, sera le Waterloo de ce Napoléon Bonaparte, achevant de lui enlever la confiance de la bourgeoisie, et le « calme » des travailleurs.

II — LES PROBLEMES DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE APRES NOVEMBRE

Si la crise pré-révolutionnaire de mai a marqué « l'irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées », la crise monétaire de novembre a symbolisé la fuite massive du capital de confiance bourgeois, qui servait de ciment au régime gaulliste.

La divergence de ces deux trajectoires trace en même temps l'espace dans lequel se débat le gaullisme. Elle indique la nature des contrats que la fraction au pouvoir, la grande bourgeoisie monopoliste, aurait dû remplir pour stabiliser la situation après mai et novembre, pour rétablir sa domination politique et économique dans la société française, c'est-à-dire sur ses trois couches essentielles.

1) Le rapport de force entre grande et moyenne bourgeoisie

Les diverses mesures décidées par la première rectification du budget 1969 (août-septembre 1968) prévoyaient une distribution relativement large de crédit bon marché, une augmentation des prêts du Fonds de développement économique et social, une réduction sur la taxe des salaires et de la taxe complémentaire.

Toutes ces modifications, favorisant essentiellement les P.M.E., sont destinées à restructurer une nouvelle alliance de classe inter-bourgeoise. Elles visent à associer plus étroitement au régime les couches jusque-là plus ou moins négligées sinon ouvertement brimées, du moyen capital.

En fait, caresses à rebrousse-poil, destinées à ceux que le gaullisme a éliminé du pouvoir (les radicaux, les René Coty), elles se doublent rapidement d'un favoritisme accentué pour les concentrations d'entreprises, pour la rationalisation capitaliste qui élimine historiquement les P.M.E.

2) Le rapport de force entre grande et petite bourgeoisie

L'élimination économique de la petite bourgeoisie reste l'objectif essentiel du grand capital. Mais l'urgence du moment contraint à des concessions : l'importance de la part agricole du budget 1969, surtout de ses prestations sociales, est portée à 1,7 milliard. Elle doit permettre de réintégrer dans le circuit gaulliste des couches dont l'aigreur a monté avec l'offensive du grand capital, coïncidant précisément avec le pouvoir gaulliste.

Cette attitude, tournée vers la paysannerie et les commerçants, est, elle aussi, totalement en contradiction avec le passé du gaullisme, grand chantre de la « modernisation ».

Elle recherche une nouvelle alliance au prix d'un compromis momentané, avec des couches dont les luttes politiques ont tou-